



DÉLIBÉRATION

2024/38

AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT POUR AGIR EN JUSTICE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 11 Juillet 2024 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Monsieur le Président rappelle que l'exercice de nos missions peut aboutir à déférer devant la juridiction administrative la décision d'une autorité territoriale, ou encore défendre les intérêts du Centre de Gestion lorsqu'une requête est présentée.

Il indique que, suite à l'établissement des listes d'aptitude, les communes de Bruay-la-Buissière et d'Hénin-Beaumont contestent devant le Tribunal administratif la validité des listes d'aptitude fixant l'accès :

- au grade d'attaché territorial ;
- aux grades de Technicien Territorial et Technicien Principal de 2^{ème} classe ;
- aux grades de Rédacteur Territorial et Rédacteur Principal de 2^{ème} classe.

Il précise que la commune d'Hénin-Beaumont conteste également les listes d'aptitude fixant l'accès :

- au grade d'animateur territorial ;
- au grade d'assistant territorial de conservation du Patrimoine et des Bibliothèques ;
- au grade de Chef de Service de police Municipale.

Il propose au Conseil d'administration, compétent pour décider de toute action en justice, de délibérer afin de l'autoriser, dans le cadre des affaires précitées, à saisir un avocat pour défendre les intérêts du Centre de Gestion devant le Tribunal administratif de Lille.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à agir en justice en justice et saisir un avocat pour la défense des intérêts du Centre de Gestion dans le cadre des affaires précitées devant le Tribunal administratif.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 11 juillet 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY